



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Il y a 50 ans, les Khmers rouges entraient à Phnom Penh : l'expérience mortifère du maoïsme « pur » qui se termina dans les *killing fields*

Frédéric Crahay

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2025

Le 17 avril 1975, les rebelles maoïstes des Khmers rouges entrent dans la capitale cambodgienne. Avec cela, s'achève la présence américaine au Cambodge – et bientôt dans l'ensemble de l'ex-Indochine française avec la chute de Saïgon le 30 avril. Ils allaient commettre un des plus sanglants meurtres de masse du XX^e siècle. Devant les yeux ébahis de quelques journalistes restés sur place, les Khmers rouges, voulant aller au bout de leur idéologie, évacuèrent violemment les villes du pays, vidèrent les hôpitaux et les monastères bouddhistes, fermèrent les écoles, les usines et les bibliothèques, abolirent l'argent et les salaires. Les libertés de presse, de mouvement, de culte, d'organisation, d'association et de discussion disparurent pendant près de quatre ans. Il en fut de même pour la vie familiale traditionnelle. Les Cambodgiens furent forcés de prendre leurs repas dans des réfectoires collectifs. Le communisme des Khmers rouges peut être considéré comme une forme d'« ultra-maoïsme » et représente un régime féodal extrêmement anti-urbain. Il fut fortement influencé par la Révolution culturelle qui eut lieu en Chine de 1966 à 1976. D'avril 1975 à janvier 1979, le Kampuchéa démocratique était en quelque sorte un « État-camp de prisonniers ». On estime que 1,7 million de victimes sont tombées durant cette période¹. Ce qui représente environ 20 % de la population cambodgienne de l'époque. Cette analyse propose un retour sur les faits et éléments clefs.

Qu'est-ce que cette idéologie que l'on appelle le maoïsme et que l'on ne croise plus guère en Occident (*a contrario* des années 1960 et 1970, quand il jouissait d'une certaine popularité dans les milieux intellectuels de gauche) ? Le maoïsme est une forme de communisme développée par Mao Zedong (1893-1976), le dirigeant du Parti communiste chinois, dans la Chine du XX^e siècle. Il s'agit d'une adaptation des idées de Marx et Lénine aux réalités particulières de la Chine, un pays alors majoritairement rural et marqué par la domination étrangère et la pauvreté. Le maoïsme, c'est l'idée d'une révolution menée par les paysans, guidée par la pensée de Mao, pour libérer le pays de la domination étrangère et des inégalités, en misant sur la mobilisation de tous et la transformation radicale de la société. Cette idéologie représente une adaptation du marxisme qui place la paysannerie, plutôt que le prolétariat urbain, au centre de la révolution dans les pays en développement. Cette doctrine met l'accent sur l'indépendance nationale face à l'impérialisme et valorise le volontarisme révolutionnaire, croyant que la détermination collective peut transformer la société malgré les obstacles économiques. Historiquement, le maoïsme s'est manifesté à travers deux expériences majeures et controversées : le Grand Bond en avant (1958-1960), qui a conduit à un désastre humain, et la Révolution culturelle (1966-1976), marquée par le chaos et la violence. La pensée de Mao Zedong, diffusée notamment par le *Petit Livre rouge*, a engendré un culte de la personnalité tout en prônant un égalitarisme radical, la collectivisation des

¹ Jusqu'à présent, l'université américaine de Yale a mené l'étude la plus complète à ce sujet. Voir : <https://gsp.yale.edu/case-studies/cambodian-genocide-program>, consulté le 17 avril 2025.

moyens de production et une « ligne de masse » selon laquelle le parti communiste doit rester en contact étroit avec les aspirations populaires.

Comment les Khmers rouges sont arrivés au pouvoir

Avant la révolution cambodgienne, les campagnes jouissaient d'une répartition des terres relativement équitable par rapport aux pays voisins, mais l'augmentation de l'endettement rural et la montée du nombre de paysans sans terre (de 4 % en 1950 à 20 % en 1970)² ont créé une classe vulnérable prête à soutenir un changement radical. Cette fracture socio-économique, associée à la perception des villes comme centres de pouvoir étrangers majoritairement non-khmers, a contribué à l'ascension des Khmers rouges qui, une fois au pouvoir, ont forcé les citoyens à être « rééduqués » dans les campagnes.

Un autre facteur a été l'expansion rapide de l'enseignement au Cambodge dans les années 1960, après une longue période de négligence sous le régime colonial français, qui a régné de 1887 à 1954. Un fossé générationnel séparait les parents paysans des jeunes instruits, qui, après leurs études secondaires, ne trouvaient souvent pas d'emploi et se tournaient vers la dissidence politique. Dans les années 1960, les Khmers rouges recrutèrent un nombre disproportionné d'enseignants et d'étudiants. Après avoir obtenu une bourse d'études en France, Saloth Sar (1925-1998) – le futur chef des Khmers rouges connu à partir de 1975 sous son nom de guerre Pol Pot – est retourné au Cambodge en 1953. Dans les années 1960, lui et d'autres jeunes communistes cambodgiens, pour la plupart formés en France, prirent la tête du Parti ouvrier du Kampuchea, provietnamien, qui avait mené la lutte pour l'indépendance contre le colonialisme français alors qu'ils étaient encore à Paris. En 1966, la nouvelle direction changea le nom du parti en « Parti communiste du Kampuchea » (PCK) et commença son chemin vers le pouvoir à la suite d'une révolte contre le gouvernement neutraliste du prince Norodom Sihanouk (1922-2012). Le régime répressif de Sihanouk a favorisé l'émergence de la faction de Pol Pot qui, bénéficiant du soutien chinois et de la déstabilisation du Cambodge par les États-Unis (incluant des bombardements intensifs ayant causé jusqu'à 150 000 morts), a pu s'emparer du pouvoir après le renversement du prince par le général Lon Nol (1913-1985) en 1970. La guerre civile qui s'ensuivit et l'intensification des bombardements américains jusqu'en 1973 ont poussé des centaines de milliers de paysans à fuir vers les villes, d'abord pour échapper aux bombes, puis à la prise de pouvoir par les Khmers rouges.

Les purges internes et l'idéologie des Khmers rouges

Le centre du PCK, connu sous le nom d'*Angkar* (l'Organisation), a commencé ses purges dans les années 1960 en assassinant des figures du parti considérées comme trop proches des communistes vietnamiens. Après la victoire de 1975, des purges encore plus violentes ont eu lieu. Les personnes arrêtées ont été emmenées au centre du système de terreur, la prison des services de sécurité nationale (*Santebal*, la police politique) à Phnom Penh, sous le nom de code Office S-21, qui abrite aujourd'hui le musée du Génocide de Tuol Sleng. Jusqu'à 20 000 personnes, principalement des dissidents présumés du PCK et des fonctionnaires régionaux, y ont été torturées et assassinées entre 1976 et 1979. Le chef du *Santebal*, Kaing Guek Eav, alias Duch (1942-2020), rendait directement compte à Son Sen (1930-1997), ministre de la Défense du régime de Pol Pot.

² Ben Kiernan, "The Cambodian Genocide, 1975-1979" in *The Holocaust and other Genocides*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012.

Selon le modèle stalinien et maoïste, un thème sous-jacent de la vision politique du groupe Pol Pot était le souci de la grandeur nationale et raciale. Selon eux, le Cambodge n'avait rien à apprendre ni à adopter de ses voisins. Au contraire, il devait retrouver sa gloire préboudhiste en reconstruisant la puissance économique du royaume médiéval d'Angkor et en reconquérant les « territoires perdus » du Vietnam et de la Thaïlande. Le Kampuchea démocratique chérissait la « race » cambodgienne, et non les individus. Parmi les impuretés nationales figuraient les personnes formées à l'étranger (à l'exception de Pol Pot et du groupe formé à Paris) et les « ennemis héréditaires », principalement les Vietnamiens. Le Cambodge s'est de plus en plus isolé du reste du monde. Les frontières ont été fermées, tous les pays voisins ont été attaqués militairement, l'utilisation des langues étrangères a été interdite, les ambassades et les agences de presse ont été expulsées, les journaux et la télévision ont été fermés, les radios et les vélos ont été confisqués, le courrier et les communications téléphoniques ont été supprimés. Les Cambodgiens ont rapidement appris que toute manifestation de connaissances ou de compétences était dangereuse si elle était « contaminée » par des influences étrangères. La communication humaine a été réduite à des instructions et des ordres quotidiens. Compte tenu des sacrifices exigés de la population par le « réveil » nationaliste, de la résistance qu'il suscitait naturellement et de la volonté du régime de poursuivre à tout prix, le résultat fut un massacre et un génocide. Entre 1975 et 1979, 15 % de la population rurale et 25 % de la population urbaine, majoritairement khmères, ont péri. Le Kampuchea démocratique a initialement divisé sa population en « anciens citoyens » (ceux qui vivaient dans les zones contrôlées par les Khmers rouges avant 1975) et « nouveaux citoyens » (ceux qui vivaient dans les villes, derniers vestiges du régime de Lon Nol). Toutes les villes ont été évacuées en avril 1975. Mais même les « anciens citoyens » n'ont pas été épargnés par les massacres des purges rurales de 1977-1978. Le massacre le plus horrible a eu lieu au cours des six derniers mois du régime, dans la zone orientale politiquement suspecte, à la frontière avec le Vietnam. Après que les Khmers rouges eurent tué des centaines de personnes lors d'exécutions massives, des dizaines de milliers d'autres villageois furent déportés vers le nord-ouest du pays. Le gouvernement de Phnom Penh les a « marqués » comme orientaux en leur imposant le port d'un foulard bleu, qui rappelait l'étoile jaune que les nazis avaient imposée aux Juifs entre 1941 et 1945, avant de les éliminer massivement.

Les dirigeants qui détenaient le plus grand pouvoir national et la plus grande responsabilité dans les massacres et le génocide qui allaient être perpétrés étaient basés dans la capitale, Phnom Penh, et étaient connus sous le nom de « Centre du Parti ». Ce petit groupe, composé principalement de dirigeants du parti après 1960, détenait le pouvoir national et était responsable du lancement de la politique génocidaire. À leur tête se trouvaient, entre autres, Pol Pot (Frère numéro 1), Nuon Chea (1926-2019, Frère numéro 2), Ieng Sary (1925-2013, Frère numéro 3) et Khieu Samphan (né en 1931, alias Frère numéro 4).

Les victimes du régime et les motifs raciaux de l'oppression

Le régime de Pol Pot a tenté d'éradiquer le bouddhisme, pilier culturel et spirituel du Cambodge. Des témoins oculaires ont rapporté les massacres de moines par les Khmers rouges, ainsi que le déshabillage forcé et la persécution des survivants. Avant 1975, le pays comptait environ 60 000 à 80 000 moines bouddhistes, répartis dans plus de 3 000 monastères. Dès 1977, il n'y a plus aucun monastère en activité et près de 50 000 moines périrent au cours de ces quatre années.

Avant 1970, les principales minorités ethniques du Cambodge étaient les Vietnamiens, les Chinois et les Chams musulmans. Contrairement à la plupart des autres régimes communistes, le régime de Pol Pot niait l'existence de ces minorités et des 20 autres minorités nationales, qui représentaient pourtant depuis longtemps plus de 15 % de la population cambodgienne. Le régime a officiellement déclaré qu'ils ne représentaient que 1 % de la population. Statistiquement, ils étaient condamnés. Leur sort physique était encore pire. La communauté vietnamienne, par exemple, a été presque totalement exterminée. Des témoins oculaires issus d'autres groupes ethniques, dont des Khmers mariés à des Vietnamiens, témoignent cependant du sort réservé à leurs conjoints et voisins vietnamiens. Ils ont vécu une campagne d'extermination raciale systématique.

Les Chinois sous le régime de Pol Pot ont subi la pire catastrophe qui ait jamais frappé une communauté ethnique chinoise en Asie du Sud-Est. Sur les 425 000 Chinois que comptait le pays en 1975, seuls 200 000 ont survécu aux quatre années qui ont suivi. Les Chinois de souche étaient presque tous des citoyens, et ils étaient considérés par les Khmers rouges comme des citoyens archétypaux et comme des prisonniers de guerre. Dans ce cas, ils n'étaient pas visés par l'exécution en raison de leur race, mais, comme les autres citoyens évacués, ils devaient travailler plus dur et dans des conditions bien plus misérables que les habitants des campagnes. La violation de règles mineures était souvent punie de mort. Cela équivalait en fait à une discrimination systématique fondée sur l'origine géographique ou sociale. Les Chinois ont également succombé en très grand nombre à la faim et à des maladies telles que le paludisme.

En 1975, les Chams musulmans comptaient au moins 250 000 personnes. Leur religion, leur langue et leur culture distinctes, leurs grands villages et leurs réseaux autonomes constituaient une menace pour la société strictement contrôlée que les acolytes de Pol Pot voulaient instaurer. En 1975, le nouveau gouvernement de Pol Pot s'est vengé sur les Chams. Environ 100 000 Chams ont été massacrés et les survivants ont été dispersés en petits groupes de quelques familles. Les écoles islamiques et la religion, ainsi que la langue cham, ont été interdites. Des milliers de musulmans ont été contraints de manger de la viande de porc. Beaucoup ont été tués pour avoir refusé.

En conclusion, le maoïsme des Khmers rouges se distingue du maoïsme chinois par une radicalisation extrême des principes révolutionnaires, une volonté d'éradication totale de l'individualité et du passé, et une application systématique de la terreur et du génocide pour parvenir à une société « pure » et homogène. Si le maoïsme chinois a été à l'origine du projet khmer rouge, ce dernier s'en est détaché par son ultranationalisme, sa violence inouïe et son rejet de toute forme de continuité sociale ou culturelle.

La chute du régime et le sort des bourreaux

En janvier 1979, l'armée vietnamienne envahit le Cambodge et chasse les Khmers rouges. Un régime beaucoup moins répressif s'installa avec Hun Sen (né en 1952), d'abord ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre à partir de 1985. Les troupes vietnamiennes se retirèrent en 1989, après avoir formé une nouvelle armée cambodgienne capable de défendre le pays par ses propres moyens. Au cours des dix années qui ont suivi le renversement de Pol Pot, de nombreuses organisations juridiques renommées ont rejeté les propositions d'envoyer des délégations au Cambodge pour enquêter sur les crimes du Kampuchea démocratique. Les forces géopolitiques complexes ont joué un rôle à cet égard : les États-

Unis, la Chine et la Thaïlande ont soutenu, pour diverses raisons, le régime déchu de Pol Pot afin de contrer le Vietnam et l'Union soviétique.

La lutte pour traduire les dirigeants des Khmers rouges en justice a commencé à porter ses fruits après les élections de 1993, parrainées par l'ONU, lorsque les Khmers rouges ont assassiné des soldats de la force de maintien de la paix venus du Bangladesh, de Bulgarie, du Japon et de Chine. Après le retrait de l'ONU en 1994, le nouveau gouvernement de coalition cambodgien a déclaré illégale la rébellion des Khmers rouges, qui a alors commencé à s'effondrer. La trahison et la paranoïa ont conduit à la chute finale des dirigeants khmers rouges. En juin 1997, craignant de nouvelles trahisons, Pol Pot assassina Son Sen. Ta Mok (1926-2006, pseudonyme d'Ung Choen), le nouveau et dernier dirigeant des Khmers rouges, se lança à sa poursuite, arrêta Pol Pot et le soumit dans la jungle à un procès-spectacle pour le meurtre de Son Sen. Le mois suivant, alors que les différentes factions s'affrontaient, Pol Pot mourut dans son sommeil. Les Khmers rouges ont alors officiellement cessé d'exister en décembre 1999.

Dès décembre 1998, d'importants dirigeants khmers rouges se sont rendus au gouvernement cambodgien, suivis par l'arrestation de Ta Mok et Duch en 1999, tous deux inculpés de génocide ainsi que Nuon Chea et Khieu Samphan. Les victimes au Cambodge ne sont pas toutes attribuables au régime de Pol Pot, certaines étant dues aux bombardements américains (1969-1973) et aux difficultés sociodémographiques des années 1970. Néanmoins, 1,7 million de morts sont directement imputables au régime des Khmers rouges. La population cambodgienne a été gravement touchée par des traumatismes psychologiques. Il a également fallu beaucoup de temps avant que l'on parle de génocide. Selon les accords de 1948, les classes politiques n'étaient pas impliquées dans les génocides, de sorte que l'Union soviétique (l'un des pays signataires de la Déclaration universelle des droits de l'Homme) aurait également pu se retrouver sur le banc des accusés.

En 1997, le tribunal cambodgien a vu le jour à Phnom Penh et les experts de l'ONU ont conclu en 1999 que les Khmers rouges devaient être poursuivis « pour crimes contre l'humanité et génocide ». Ils ont rapporté que les événements de 1975-1979 répondaient à la définition du crime interdit par la Convention des Nations unies sur le génocide de 1948. Selon eux, le régime des Khmers rouges avait « soumis la population cambodgienne à la quasi-totalité des actes énumérés dans la Convention ». Ta Mok est décédé en 2006 dans l'attente de son procès qui devait avoir lieu en 2007 et n'a donc jamais été jugé. Khieu Samphan et Nuon Chea ont été condamnés à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité le 7 août 2014. En 2018, la même peine a été prononcée également pour génocide. Enfin, Duch a été condamné à la prison à perpétuité le 3 février 2012 pour meurtre, torture, viol et crimes contre l'humanité. Il est le seul criminel khmer rouge à avoir jamais exprimé des remords pour ses crimes.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.

Une analyse de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz, reconnue comme organisme d'Éducation permanente

